

Burundi : HRW dénonce une répression accrue "à l'abri des regards"

Source AFP La répression du pouvoir s'est accrue ces dernières semaines au Burundi et se déroule désormais "à l'abri des regards", a déclaré jeudi Human Rights Watch (HRW), appelant au déploiement d'une "force de police internationale" dans ce pays en crise depuis 10 mois. "Les autorités du Burundi s'en prennent avec une brutalité accrue aux opposants (et) les forces gouvernementales tuent, enlèvent, torturent et arrêtent arbitrairement de nombreuses personnes, à un rythme alarmant", a déclaré l'organisation de défense des droits de l'homme.

Dans son rapport "Burundi: les enlèvements et les meurtres sèment la peur", rendu public jeudi, HRW détaille les "nouvelles formes de violations des droits de l'homme" utilisées par le pouvoir burundais pour venir à bout de ses opposants. "Alors que la découverte de cadavres dans les rues de Bujumbura était un phénomène quotidien pendant la seconde moitié de 2015, de nombreuses violations se produisent désormais à l'abri des regards, les forces de sécurité emmenant des personnes dans le plus grand secret et déclinant ensuite toute responsabilité pour leur sort", explique HRW. "La police, l'armée et les services de renseignement burundais, ainsi que les membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir (Imbonerakure), ont recours à des méthodes de plus en plus brutales pour punir et terroriser ceux perçus comme opposants", a déclaré Daniel Bekele, directeur de la division Afrique à HRW. Ces Imbonerakure, que l'ONU a qualifié de milices et qui souvent "portent des uniformes de l'armée ou de la police" du Burundi, sont de plus en plus associés à ces exactions, selon ces témoignages. Désormais, des personnes sont tuées et "leurs corps abandonnés sur place" et dans d'autres cas "les corps ont été abandonnés ailleurs, enterrés dans des fosses communes ou emportés vers des destinations inconnues", détaille le rapport. "D'autres ont survécu à des attaques violentes leur ayant causé d'horribles blessures - mutilations, os broyés, gorges tranchées, tentatives de strangulation et passages à tabac à coups de barres de fer", poursuit-il. Et "les victimes et les témoins d'abus sont terrifiés à l'idée de parler à quiconque ou de se déplacer en ville", explique HRW. Des habitants de Bujumbura ont assuré à HRW que tout indiquait que "la chaîne de commandement était en train de se rompre", policiers, militaires et Imbonerakure faisant désormais "ce que bon leur semblait, en totale impunité". D'autre part, "les groupes armés d'opposition ont eux aussi accru leurs attaques, tuant des Imbonerakure et d'autres membres du parti au pouvoir, ainsi que des membres des forces de sécurité", a accusé l'ONG. Enfin, HRW a documenté "des cas dans lesquels des réfugiés burundais au Rwanda ont été recrutés et ont reçu une formation militaire afin de rejoindre des groupes armés d'opposition burundais, entre mai et juillet 2015". Aujourd'hui, "ni le gouvernement burundais ni l'opposition armée ne font le moindre effort pour mettre fin à la spirale d'abus", selon l'organisation, déplorant "au contraire" un "durcissement des positions". HRW estime que le Conseil de sécurité de l'ONU devrait d'urgence s'atteler au déploiement d'une mission politique de l'ONU robuste et dotée d'une importante composante de police internationale, qui serait basée dans les quartiers les plus affectés par les violences. "Sa présence pourrait dissuader ou réduire les abus et les attentats de la part des deux camps", espère-t-elle. Le Burundi est plongé dans une grave crise émaillée de violences depuis avril 2015 et la candidature controversée du président Nkurunziza à un troisième mandat. Les violences, désormais armées, ont fait plus de 400 morts et poussé plus de 240.000 personnes à quitter le pays.